

Europe

PSOE-PODEMOS : QUEL AVENIR POUR LA GAUCHE EN ESPAGNE ?

Joan Navarro

26/10/2017

Alors que la Catalogne se déchire suite au référendum sur l'indépendance qui s'est tenu le 1er octobre dernier, le sociologue espagnol Joan Navarro, avec la collaboration de María Rosa Alonso et Manuela Sánchez, revient sur la bataille pour l'hégémonie à gauche en Espagne, tiraillée entre le PSOE de Pedro Sánchez et Podemos, nouvelle formation politique menée par Pablo Iglesias. Retour sur les positions de ces deux partis qui se disputent la première place à gauche en Espagne.

« Nous sommes la première force politique de la gauche » : c'est par ces mots que Pedro Sánchez, secrétaire général du PSOE, entendait clore, les résultats des élections générales du 26 juin 2016 à peine connus, la bataille qui se livrait pour l'hégémonie de la gauche espagnole. Depuis l'irruption de Podemos sur la scène électorale, plusieurs enquêtes notamment celles du Centre de recherches sociologiques (CIS) paraissaient indiquer que cette nouvelle formation politique, née de la réaction de nombreux Espagnols devant les effets des crises politique et économique, pourrait bien dépasser le score électoral du Parti socialiste. Et pendant plusieurs mois, de nombreux responsables de Podemos ont fait savoir que leur objectif n'était autre que de réussir le *sorpasso*, la victoire électorale sur le Parti socialiste, et ainsi de le remplacer à la tête de la gauche espagnole.

Aux élections générales du 26 juin, le PSOE perdait 100 000 électeurs et cinq sièges, par rapport aux précédentes élections de décembre 2015 ; mais de son côté la coalition Podemos-Izquierda unida (sous le label UP, Unidos Podemos, c'est-à-dire « Unis, nous pouvons ») perdait un million de voix. Le *sorpasso* n'a pas eu lieu, pas plus d'ailleurs que le redressement de la situation électorale des socialistes, lesquels, bien loin d'avoir réussi à asseoir leur hégémonie par ces résultats, s'acheminaient vers la pire crise politique de leur histoire – avec la démission de leur secrétaire général et l'abstention de leur groupe parlementaire lors de l'investiture du candidat du Parti populaire à la présidence du gouvernement, et, en conséquence, la pire chute en intentions de vote que les socialistes aient jamais connue pendant toute la période de la démocratie espagnole. Et malgré tout cela, six mois plus tard, et à une large majorité, les socialistes remettent à leur tête le secrétaire général démis, récupèrent en quelques semaines la totalité du soutien perdu pendant la

crise d'octobre, et commencent à grignoter le soutien électoral de Podemos – lequel parti avait, pendant ces quelques mois, connu lui aussi sa crise de leadership. /sites/default/files/redac/commun/productions/2017/1011/note_sur_la_gauche_en_espagne_-_version_espagnole_octobre_2017.pdf

Dans cette note, nous allons rappeler les moments d'extraordinaire convulsion vécus par ces deux forces principales de la gauche depuis les élections du 26 juin 2016, pour nous livrer ensuite à un bilan, forcément provisoire, de la bataille ouverte entre elles pour accéder à l'hégémonie sur la gauche espagnole et évoquer les enjeux électoraux qu'affrontent les socialistes, désormais confirmés à leur rang de première force de la gauche, avant de pouvoir à nouveau prétendre gouverner l'Espagne.

En avril de l'année dernière, j'ai publié une analyse des rapports entre le PSOE et Podemos ; nous nous y référerons pour esquisser le contexte historique et examiner le processus qui, depuis que la crise économique a touché l'Espagne, a bouleversé le paysage politique et redessiné la cartographie des partis espagnols.

Au printemps 2016, l'Espagne s'apprêtait à revoter une première fois, après que Pedro Sánchez a échoué à obtenir l'investiture : s'étant assuré du soutien d'une formation de centre-droit, Ciudadanos (C's), il lui manquait l'abstention, que le groupe parlementaire de Podemos lui a refusée, rendant par là même inévitable une nouvelle convocation du corps électoral.

Que s'est-il donc passé aux élections du 26 juin 2016 ? Et comment expliquer ce qui s'est passé ensuite ?

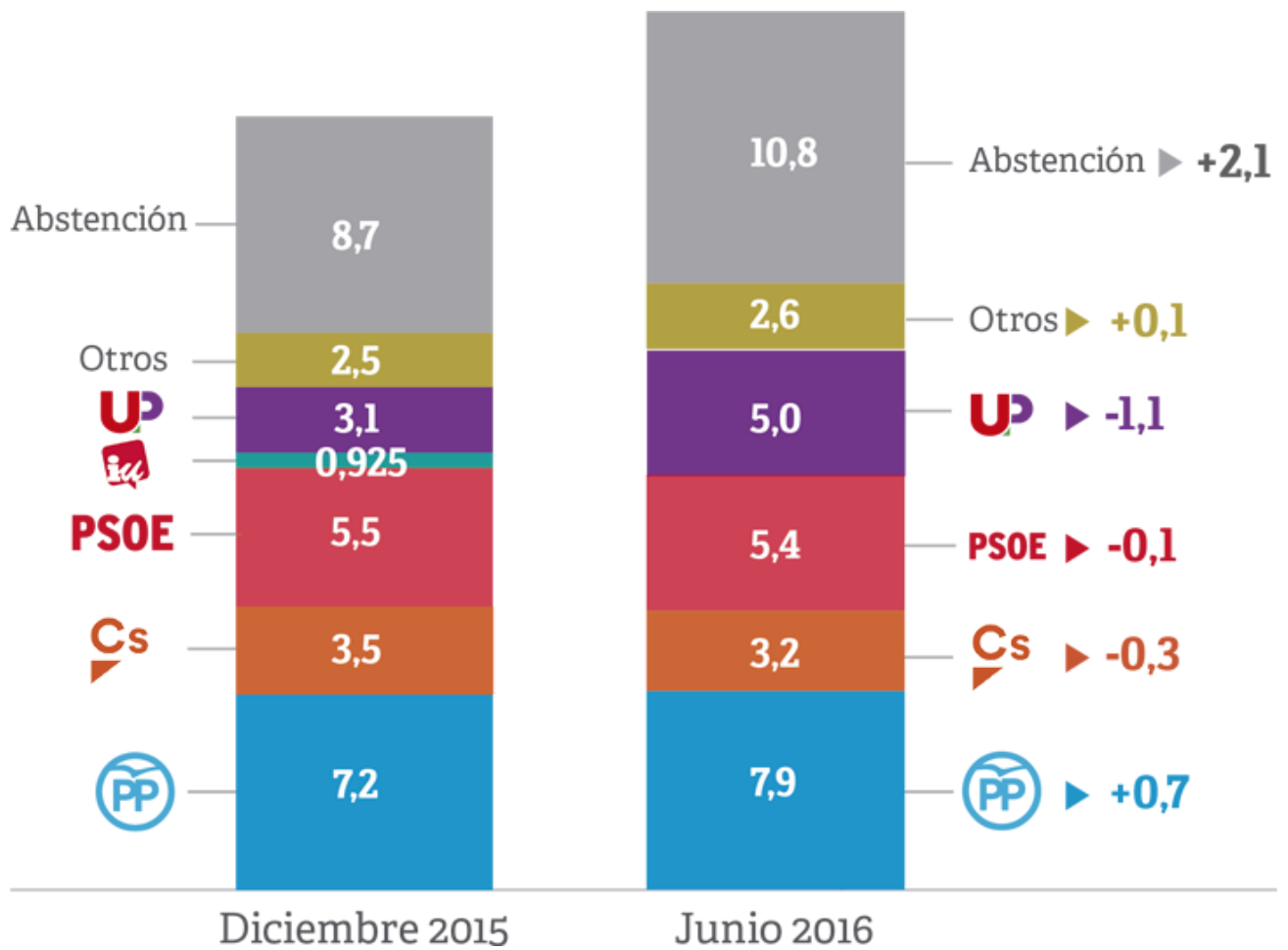
Nous l'avons déjà dit, Podemos, loin de dépasser le Parti socialiste, a essuyé une sévère défaite. La mauvaise gestion des résultats électoraux du 20 décembre 2015 – conférences de presse à répétition, pendant lesquelles on énonçait en public les conditions qui seraient exigées des socialistes ; distribution des portefeuilles ministériels avant même d'avoir pris le moindre contact ; exigence de refus de tout accord d'investiture vis-à-vis de l'autre parti émergent, Ciudadanos... Et tout cela ajouté à des prises de position radicales et à un parti pris haineux de la part du chef de Podemos, Pablo Iglesias, contre les socialistes lors du débat sur l'investiture – bref, cela a coûté fort cher à la nouvelle formation politique. Mais peut-être la décision la plus risquée a-t-elle été celle de se présenter à ces élections en coalition avec Izquierda Unida, une formation qui intègre le parti communiste espagnol, que justement Podemos avait à maintes reprises qualifié de « vieille gauche ».

Podemos, par son refus de s'abstenir lors de l'investiture du candidat socialiste, a inévitablement déclenché un nouveau processus électoral, où il espérait cette fois réussir le *sorpasso* tant souhaité. C'est tout le contraire qui s'est produit : la nouvelle formation politique a perdu un million d'électeurs, ouvrant ainsi une grave crise interne qui n'allait trouver enfin sa solution que plus tard, lors de sa seconde Assemblée citoyenne, connue sous le nom de « Vistalegre II ».

Podemos a certes été le grand perdant du 26 juin ; mais les deux partis qui, eux, sont finalement parvenus à conclure l'accord d'investiture jusque-là inabouti n'ont pas davantage réussi à tirer leur épingle du jeu. Le PSOE et Ciudadanos savaient qu'ils ne parviendraient pas à obtenir un nombre de sièges leur permettant d'obtenir l'investiture mais ils espéraient quand même qu'en cas d'échec, les électeurs leur permettraient de gagner leur pari sur la gouvernabilité. Il n'en a rien été, et le PSOE, nous l'avons dit, a connu un recul, perdant 100 000 voix et cinq sièges de députés ; quant à Ciudadanos, il est sorti de ces élections avec 375 000 voix et huit sièges de moins. Toute possibilité d'accord sur l'investiture, évoquée entre ces deux partis après les élections du 26 juin, était désormais nulle et non avenue.

Le vainqueur de ces nouvelles élections a été sans conteste le Partido popular, même si son dirigeant, Mariano Rajoy – par ailleurs chef du gouvernement en exercice – a été l'auteur d'une des manœuvres politiques les plus contestables qu'ait connues la démocratie espagnole : le refus de l'offre faite par le Roi de se soumettre à l'investiture, sous prétexte que le Parti n'avait pas recueilli suffisamment de voix. Un refus comme celui-là n'avait pas été prévu dans la Constitution espagnole, sans compter qu'il a entraîné pour le monarque espagnol une grave perte de crédibilité. Aux élections de juin, le Partido popular (PP) a remporté 700 000 suffrages supplémentaires, ainsi que 14 nouveaux sièges. Les électeurs ont eu peur de Podemos, et cette peur l'a emporté sur des considérations négatives, comme la mauvaise gestion de la crise par le PP, ou les relents de corruption qui se font très récurrents dans l'entourage du parti conservateur. Et l'insistance presque factice avec laquelle les enquêtes et les sondages prédisaient une victoire éclatante de Podemos, premier parti de la gauche, qui aurait alors été en mesure de contraindre les socialistes à soutenir un gouvernement dirigé par Pablo Iglesias, a amené aux urnes près d'un million d'abstentionnistes, qui ont accordé leurs suffrages au PP, lequel est ainsi devenu une sorte de « parti-refuge » drainant toutes les voix anti-Podemos.

Graphique 1 : Évolution du vote entre les élections générales du 20 décembre 2015 et celles du 26 juin 2016



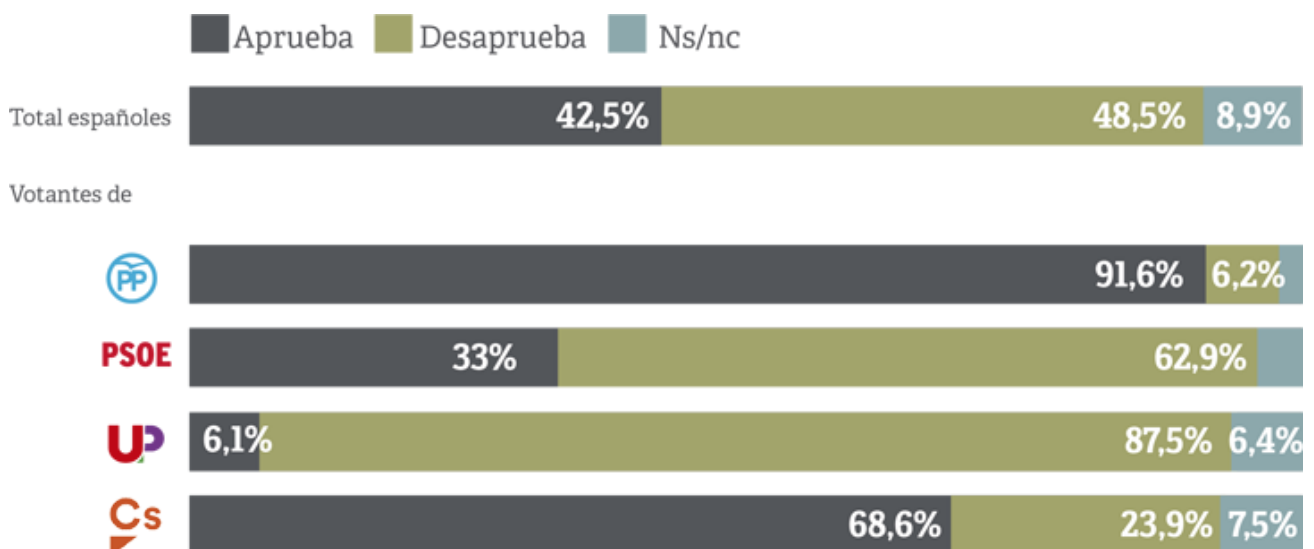
Source : Ministère de l'Intérieur. Graphique établi par nos soins.

À l'issue des élections du 20 décembre 2015, les Espagnols se sont retrouvés devant un scénario de gouvernabilité tout à fait inédit dans la démocratie espagnole : jusque-là, en effet, il fallait qu'au moins trois formations politiques s'unissent pour gouverner. Au lendemain des nouvelles élections du 26 juin 2016, cependant, le processus d'investiture s'est encore compliqué. C'était au PP, vainqueur incontestable de ce scrutin, non seulement de tenter de parvenir à un accord avec Ciudadanos, mais aussi d'obtenir une « abstention tactique » de l'une des autres formations politiques. Il lui aurait suffi pour réussir de s'accorder avec le Parti nationaliste basque et d'obtenir le soutien des régionalistes des Canaries – et de fait, c'est avec ces deux partis que, quelques mois plus tard, le PP a pu faire voter les budgets. Mais le Parti populaire, en juin 2016, n'a même pas tenté ces alliances : toute sa stratégie, en effet, consistait à exercer sur les socialistes une pression susceptible de forcer leur abstention. Le PP avait pris la mesure de l'énorme coût électoral que celle-ci supposerait pour le PSOE et de la profonde division qui en résulterait au sein de son appareil.

Pour le PP, la priorité n'était plus d'essayer de former un gouvernement, ou d'éviter un troisième scrutin ; non, sa seule priorité était provoquer la pire crise possible chez les socialistes, d'autant plus qu'on les savait divisés, et leur dirigeant contesté. Mariano Rajoy s'est donc fixé pour tâche d'« avoir la tête » de Pedro Sánchez, quoi qu'il lui en coûte, même si le prix en était l'organisation de nouvelles élections dont, de toute manière, il espérait que le PP sortirait renforcé.

Les médias, et tout particulièrement le groupe Prisa (autrement dit, la chaîne Ser, et le quotidien *El País*, tous deux proches des électeurs socialistes), ainsi que les grands chefs d'entreprise et quelques autorités européennes ont exercé pendant tout cet été-là une pression insupportable sur Pedro Sánchez. Cependant, le rejet très net de l'abstention par les militants et les électeurs socialistes, et aussi le risque de voir Podemos prendre la tête de l'opposition après cette éventuelle abstention, laissant le PSOE dans un désert, a conduit le Comité fédéral du PSOE à se prononcer sans équivoque contre l'abstention – prise de position popularisée par l'expression « non c'est non ».

Graphique 2 : Position du PSOE quant à l'abstention face à l'investiture de Mariano Rajoy
Question posée : approuvez-vous ou désapprouvez-vous le fait que le PSOE se soit abstenu pour faciliter l'investiture de Mariano Rajoy ?



Source : Sociométrica pour El Español. Graphique établi par nos soins.

Du « non c'est non » à l'abstention : la « destitution » du

secrétaire général et la crise d'octobre

Que s'est-il passé ensuite ? Et comment se fait-il que les mêmes dirigeants socialistes qui avaient voté non au Comité fédéral sans pour autant exiger publiquement un changement de position aient pu contraindre le secrétaire général à la démission, et imposer à sa place une équipe d'administrateurs qui ferait passer l'abstention ?

En août, le PP et Ciudadanos parviennent à un accord d'investiture, qui tourne court, six députés ayant voté contre. Après le premier vote, le délai pour l'organisation de nouvelles élections commence à courir, si de ce premier vote ne sort aucun candidat choisi par la majorité. Les pressions sur le PSOE reprennent de plus belle, et l'opposition de Sánchez à l'abstention se renforce. L'ex-président Felipe Gonzalez déclare, le 28 septembre depuis le Chili, parlant de Pedro Sánchez, qu'il se sent « frustré, comme s'il m'avait trompé ». Le même jour, la moitié des dirigeants socialistes annoncent leur démission, pour forcer la chute du secrétaire général, et ainsi pouvoir nommer un administrateur pour gouverner le parti.

Durant les derniers jours de septembre, le PSOE vit les moments les plus dramatiques de son histoire. Le 1^{er} octobre, enfin, une nouvelle réunion du Comité fédéral est organisée, au cours de laquelle les socialistes se déchirent en direct, sous les yeux effarés du pays tout entier, qui suit la crise en temps réel, grâce aux émissions spéciales de la télévision et aux commentaires que les membres du Comité fédéral postent sur les réseaux sociaux.

Officiellement, la crise avait été déclenchée par les résultats des élections régionales en Galice et au Pays basque, qui avaient eu lieu ce même mois, et où le PSOE avait fait les plus mauvais scores de son histoire, distancé dans les deux cas par les candidats de Podemos. Mais en fait, la cause réelle est tout autre.

Le Parti populaire éprouvant les pires difficultés à rallier un seul député supplémentaire à son vote d'investiture, Pedro Sánchez laisse entendre qu'il n'est pas impossible d'envisager des négociations dans le but de former un gouvernement avec Podemos et le soutien des forces nationalistes, seule alternative possible à l'investiture de Mariano Rajoy, ou à l'organisation de nouvelles élections. Certaines allusions du dirigeant socialiste – et notamment de constantes références au gouvernement de gauche d'Antonio Costa, au Portugal, où il s'est rendu en janvier de la même année ; ou l'annonce, à plusieurs reprises, de contacts discrets avec Podemos, qui seront démentis par la suite ; ou encore des propos ambigus comme celui-ci : « une solution est possible, et le groupe socialiste fera partie de cette solution » – laissent croire aux cadres du parti que Pedro Sánchez essaye réellement de former un gouvernement que l'ancien vice-président du dernier

gouvernement socialiste, Alfredo Pérez Rubalcaba, a qualifié de « Frankenstein ».

Rien ne pouvait diviser davantage les socialistes que la perspective de former un gouvernement avec le soutien de Podemos et des formations nationalistes, surtout catalanes : cela impliquait nécessairement que l'on compte sur « l'ennemi », sur ceux qui ne voulaient que la mort du PSOE ; et aussi que l'on donne aux Catalans des gages concernant l'organisation du référendum sur l'indépendance de la Catalogne. Pedro Sánchez ne s'est jamais expliqué clairement sur cette tentative de former un gouvernement ; quant au leader de Podemos, Pablo Iglesias, il a paru encourager la possibilité d'un dialogue sur le sujet, pour démentir aussitôt toute éventualité de cet ordre : petit jeu qui ne pouvait qu'affaiblir son hypothétique allié. Plusieurs cadres socialistes ont fini par penser que leur dirigeant était secrètement en pourparlers pour former un gouvernement et que, sinon, il ne lui resterait qu'à forcer la tenue d'un troisième scrutin, en continuant de voter contre l'investiture de Mariano Rajoy.

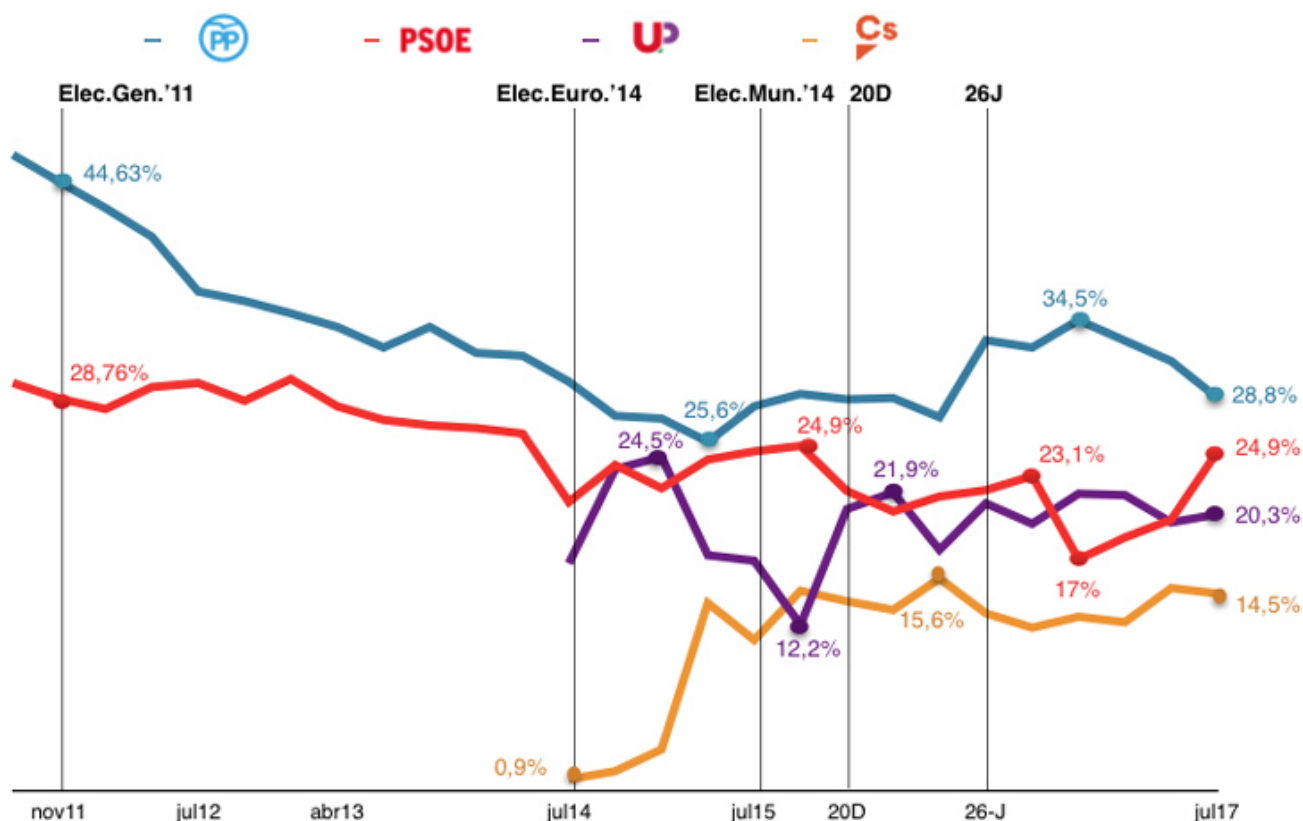
Aujourd'hui encore, les versions varient quant à ce qui s'est réellement passé, mais ce que l'on peut affirmer à ce stade, c'est que ces doutes, dans une atmosphère de contestation, interne et externe, du dirigeant socialiste, ont suffi à déclencher la pire crise politique qu'ait connue le PSOE, et que cette crise a abouti à la démission du secrétaire général pendant la réunion du Comité fédéral, le 1^{er} octobre, ainsi qu'à l'instauration d'une commission d'administration qui n'allait pas se borner à faciliter la transition vers un Congrès, mais bien exiger les pleins pouvoirs pour obtenir du groupe socialiste son abstention lors de l'investiture de Mariano Rajoy, ce président du Conseil à qui le leader socialiste avait lancé, quelques mois plus tôt, en plein débat électoral : « L'Espagne a besoin de politiciens dignes de ce nom, et vous, vous êtes une personne indigne ».

De l'abstention aux primaires: le rôle de la Commission d'administration, l'opinion des militants et des électeurs socialistes

Une fois tombée la tête du leader socialiste (offerte sur un plateau par ses propres troupes), et sans rallier, pour autant que l'on sache, d'autres appuis, Mariano Rajoy fait savoir qu'il se soumettra à un nouveau vote d'investiture. Étant donnée la situation de crise ouverte que connaissait le PSOE, il était bien évident qu'il s'agissait de remplacer le secrétaire général pour forcer l'abstention du groupe socialiste au Parlement, une option que la Commission d'administration a commencé à défendre ouvertement. Mais, même dans ces conditions, elle a été dure à obtenir. Quinze députés ont, malgré les sanctions dont on les menaçait, voté contre, ce qui a compromis les relations entre le PSOE et les socialistes catalans (le PSC), ces derniers jouissant d'un statut d'autonomie et de

parti affilié au PSOE. Pour finir, Mariano Rajoy a bien obtenu son investiture, ce qui, comme prévu, a rompu les relations entre le PSOE et sa base. Tous les sondages le montrent, les intentions de vote en faveur du PSOE ont spectaculairement chuté, et les responsables de la Commission d'administration ont vu fondre leur popularité comme neige au soleil.

Graphique 3 : Évolution des scrutins - intentions de vote (en pourcentage)



Source : sondages du CIS et résultats électoraux. Graphique établi par nos soins.

Quant à la Commission d'administration, elle allait avoir bien du mal à faire face à des primaires pour élire un nouveau secrétaire général, sachant que la grande majorité des militants étaient opposés à l'abstention, et que cela n'irait pas sans de graves conséquences internes. Les administrateurs ont pris leur temps, et ont fini par reporter la tenue des primaires de presque sept mois, dans le but de faire obstacle, autant que possible, à une éventuelle candidature de Pedro Sánchez - celui-ci ayant, après sa démission, renoncé à son siège de député, pour ne pas avoir à s'abstenir devant Rajoy ou à rompre la discipline de son groupe parlementaire avait en effet annoncé qu'il « prenait la route », ce que l'on a interprété comme un acte de candidature au secrétariat général.

Dans la campagne interne pour l'élection au poste de secrétaire général, trois profils bien distincts émergent, comme autant de partis socialistes différents. Susana Diaz, d'abord : secrétaire générale du PSOE andalou et présidente de la Communauté autonome de cette même région, c'est l'une des figures socialistes à avoir montré le plus clairement son hostilité vis-à-vis de Pedro Sánchez. Elle se porte candidate au poste de secrétariat général, soutenue par toutes les personnalités historiques du socialisme espagnol, par la plupart des directions territoriales et, sans équivoque, par la Commission d'administration, avec un seul mot d'ordre : « 100% PSOE ». Face à elle (et elle face à lui, pourrait-on dire, car toute la campagne et les deux années d'histoire du PSOE qui viennent de s'écouler ont été marquées par ce combat singulier), Pedro Sánchez, le secrétaire général destitué, se présente en candidat quasi solitaire : il n'a plus autour de lui, en effet, que quelques très rares soutiens parmi les leaders territoriaux qui l'entouraient encore au moment de sa démission. En revanche, il peut compter sur les militants de base et sur les dirigeants locaux sur lesquels il va s'appuyer pour renouveler de fond en comble son discours, ainsi que la composition de son équipe. Son slogan « La gauche, c'est nous » porte un message des plus clairs, non seulement à l'attention des militants et électeurs écœurés par l'abstention, mais aussi des quatre millions sept cent mille anciens électeurs qui, depuis 2008, considéraient que le PSOE ne méritait plus leur voix. Entre ces deux pôles, aussi puissants que diamétralement opposés, une troisième candidature vient se glisser, celle de Patxi López, ex-président du gouvernement basque, socialiste très estimé et reconnu qui a tenté, mais en vain, d'éviter la collision frontale.

Le 21 mai, 79,8% des 188 000 adhérents socialistes vont voter. Seuls les plus enthousiastes parmi les membres de l'équipe de Pedro Sánchez auraient pu prévoir un résultat si clairement favorable à leur champion : 50,2% du parti a en effet choisi le virage à gauche, et ce dans l'ensemble des communautés autonomes, Andalousie et Pays basque mis à part. Susana Diaz a rassemblé sur son nom 39,2%, ne parvenant à s'imposer que dans sa région, l'Andalousie ; et Patxi López s'en sort honorablement, avec 9,8% des voix, et le soutien majoritaire de ses camarades basques. Il serait prématuré de tirer dès à présent toutes les conséquences de ce rejet très clair des militants à l'égard de la « vieille garde » socialiste, de sa gestion de la crise interne et de l'abstention lors de l'investiture d'un candidat du PP.

L'autre crise, celle de l'autre gauche : le « Vistatriste » de Podemos

Après les élections du 26 juin 2016, Podemos connaît sa première crise de maturité. Il n'y a pas lieu ici de rappeler tout ce qui a été dit dans de nombreux textes sur la naissance et le développement de cette formation politique. Qu'il suffise de rappeler que l'existence de Podemos ne s'explique pas

sans la crise économique, la désaffection du politique qui s'en est suivie et, surtout, sans l'énorme déception que suscite depuis 2010 le PSOE chez ses électeurs. Podemos, c'est, avant toute chose, la conséquence électorale des erreurs socialistes, de l'éloignement considérable du PSOE d'aujourd'hui par rapport à un électorat plus jeune et urbain (où Podemos viendra puiser ses dirigeants), et aussi plus idéologisé (où Podemos viendra aussi puiser, cette fois, ses électeurs). Et c'est ainsi qu'à la faveur de ce déplacement des votes, le PSOE a perdu, entre 2008 et 2016, 5,8 millions de voix, autrement dit 48% de son électorat. Rien de ce qui se passe à la direction du PSOE ne peut laisser Podemos indifférent.

Cela étant, pour empêcher en deux ans à peine cinq millions d'électeurs, les erreurs des autres ne suffiraient pas. Il y faut aussi une bonne dose de succès personnels. Et la grande réussite de Podemos vient probablement du fait qu'une bonne partie de l'ancien électorat du PSOE, et aussi d'autres forces politiques – et notamment le PP –, ne peut plus être attirée vers un nouveau parti par la simple perspective de témoigner (c'est-à-dire d'occuper un espace d'opposition) ou par une offre fondée sur la pureté idéologique (qui nécessairement susciterait de multiples contradictions parmi ses électeurs potentiels).

Podemos a su comprendre que l'offre susceptible d'attirer autant les anciens électeurs des partis traditionnels que la jeunesse nouvellement venue aux urnes était justement la possibilité de traduire son vote d'indignation et de désillusion politique en vote de gouvernement. Podemos n'a jamais prétendu se placer de force à la gauche du PSOE, mais bien se substituer à lui comme parti de gouvernement. C'est bien ce qui a fait la force de Podemos depuis sa fondation : la promesse (d'ailleurs confortée par les sondages) de viser la formation d'un gouvernement. Promesse qui a volé en éclats lors des élections du 26 juin 2016, quand le nouveau parti a perdu un million de voix.

D'abord déconcerté par ce résultat, Podemos a ensuite montré clairement qu'il avait fait deux lectures différentes des causes de ce revers. Pour les partisans du numéro deux de Podemos, c'est-à-dire pour son secrétaire politique et co-fondateur, Íñigo Errejón, il fallait chercher l'origine du problème dans la gestion des résultats de décembre, qui avait eu pour effet de rompre tous les ponts avec les socialistes, de rejeter tout accord avec Ciudadanos et de voter contre l'investiture de Pedro Sánchez ; et aussi conférer à Podemos une image de radicalité, d'incapacité au dialogue politique, d'ailleurs confirmée par la coalition formée avec Izquierda unida, à laquelle le numéro deux s'était opposé. En bref, pour Íñigo Errejón, le responsable de ce revers électoral, c'est Pablo Iglesias, c'est sa volonté de se radicaliser, avec une embaardée à gauche (coalition avec IU) et, par conséquent, son abandon de la transversalité politique qu'Errejón avait défendue dès la formation de Podemos.

Pour le chef de Podemos et pour ses partisans (dont l'argument était que si l'on ne s'était pas allié avec Izquierda unida, les résultats auraient été encore plus mauvais), l'analyse des « errejonistes » a été vue comme une trahison *ad hominem* et surtout comme une offensive politique visant à affaiblir la figure du secrétaire général, à présenter une image de parti à direction bicéphale, à vision politique double, notamment en ce qui concernait les relations à entretenir avec le Parti socialiste. Pour résoudre le problème de leadership, on a activé plusieurs mécanismes typiques de toute formation politique classique : campagnes de diffamation, critiques constantes sur les réseaux sociaux et les plateaux de télévision. Et enfin on a organisé la seconde Assemblée citoyenne (ou Congrès) de Podemos, non sans avoir préparé le terrain de façon à garantir le meilleur soutien possible au chef.

Dans le débat politique, Íñigo Errejón et son entourage prônaient, non sans quelques contorsions, un travail institutionnel plus approfondi pour mieux comprendre les aspirations de la rue et chercher les voix « qui manquaient » pour construire une majorité sociale où le changement politique pourrait avoir lieu, offrant aux électeurs qui ne se reconnaissaient pas dans le « virage » vers la gauche radicale un parti « transversal », une sorte de populisme aimable. Pour Pablo Iglesias et pour ses partisans, Podemos s'était établi dans les cadres institutionnels, avait cessé de faire peur aux puissants, et avait de ce fait perdu le soutien populaire, qu'il ne récupérerait qu'en redescendant dans la rue et en pratiquant l'activisme social. Derrière la façade de ce débat classique, on peut entrevoir deux façons radicalement différentes de faire de la politique, d'envisager le rôle de Podemos et surtout la relation avec les socialistes du PSOE. Pour Pablo Iglesias, Podemos devait « creuser des tranchées », renforcer ses soutiens à la gauche du PSOE, et précisément en pratiquant une politique de constant affaiblissement des socialistes ; Íñigo Errejón lui, misait plutôt sur l'ouverture vers les socialistes, pour éviter de se retrouver « coincés », isolés à gauche, et de perdre une spécificité de parti gouvernemental et, par voie de conséquence, une bonne partie du soutien transversal que Podemos avait connu à ses débuts.

Le débat politique a certes tourné autour de ces diverses considérations, mais la vraie bataille s'est livrée sur un autre terrain, celui des « encartés » de Podemos, ceux qui avaient droit de vote à l'Assemblée citoyenne, qui s'est tenue une nouvelle fois aux arènes de Vistalegre, à Madrid. Au cours de cette nouvelle Assemblée, connue sous le nom de Vistalegre II, il est apparu clairement que les préférences des électeurs, auxquels en appelait Errejón, ne correspondaient pas aux préférences des « encartés », situés beaucoup plus à gauche, dont Pablo Iglesias a mieux su capter l'adhésion. Sur les 174 000 voix qui se sont exprimées plusieurs jours durant par vote informatique, l'équipe qui soutenait Pablo Iglesias a rallié 64,31% des suffrages (112 000 voix) contre 32,72% (57 000 voix) pour les partisans d'Íñigo Errejón. Encore quelques jours et Errejón était suspendu de ses fonctions de porte-parole parlementaire de la coalition, et l'ensemble de son équipe relégué à des

postes subalternes tant au Parlement que dans le parti.

La crise, loin d'être close, attend désormais le verdict des urnes. Pablo Iglesias et sa vision de Podemos ne pourraient pas survivre à un nouveau revers électoral ; de son côté, l'« errejonisme » ne pourra pas coexister avec le « pablisme », pas plus qu'il ne se contentera d'un rôle de second plan dans le paysage politique espagnol.

Première conclusion : le PSOE et Podemos, deux partis en pleine mutation

Le 16 juin 2017, une fois passées les primaires socialistes, le PSOE a tenu son Congrès fédéral pour « ratifier » les résultats de l'élection du secrétaire général et élire le reste de la direction.

Traditionnellement, la séance d'ouverture du Congrès est consacrée au rapport de la direction sortante. Mais ce jour-là, ceux qui ont descendu l'escalier de la grande salle du Palais des Congrès de Madrid, sous les applaudissements de plus de deux mille participants, n'étaient pas les membres de la Commission d'administration, mais bien un secrétaire général fraîchement élu, mais non encore confirmé dans son poste, accompagné de deux personnes dont les médias chuchotaient déjà qu'il s'agissait de la nouvelle présidente et du nouveau secrétaire de l'organisation du parti, dont l'élection n'aurait lieu que le lendemain soir. Ce spectacle a plongé dans le désarroi tant les partisans que les adversaires de la nouvelle direction. Le PSOE n'était plus le même.

Les primaires internes ont complètement changé la donne mais, en même temps, tout reste à construire. Le Congrès a mis au jour une culture politique très éloignée de la tradition socialiste : les primaires donnaient tout pouvoir (mais non toute légitimité) au nouveau secrétaire général pour choisir une direction commode et conciliante, sans tenir compte, ou si peu, des autres candidatures. Et pourtant, la Commission exécutive fédérale est plus nombreuse que jamais, mais le nombre, loin de la renforcer, l'affaiblirait plutôt, en concentrant encore plus de pouvoirs entre les mains du secrétaire général et des personnes de confiance qui l'entourent. Les systèmes de contrepoids et de contrôle interne ont disparu ; le parti est désormais un mécanisme entièrement au service de celui que la base a élu pour briguer la présidence du gouvernement – encore qu'officiellement, cette position soit soumise à de nouvelles primaires.

Cet « effet primaires », cette concentration des pouvoirs se retrouvent tels quels dans les fédérations territoriales. Tous ceux qui, après le Congrès fédéral, ont gagné les primaires dans chaque région, qu'ils soient des partisans ou des détracteurs du secrétaire général fédéral, ont, une fois constituées des équipes exécutives nombreuses et sûres, concentré eux aussi les

pouvoirs entre leurs mains. Il n'y a plus de contrôle interne dans chaque instance gouvernante, à chaque niveau, entre majorité et minorités. Ces dernières disparaissent peu à peu ; ne restent désormais que le contrôle, le soutien, ou l'opposition entre cadres dirigeants du parti dans chacune des régions, et aussi au niveau fédéral. À l'origine, le PSOE était un parti fortement centralisé au niveau national, mais il restait pluriel à chaque échelon de la hiérarchie. Désormais, les dirigeants ont pris le pouvoir au sein de la Commission d'administration, et le PSOE est devenu un parti quasi confédéral, où le pouvoir réside dans les territoires, et où l'appareil central n'exerce qu'un pouvoir délégué. Que se passera-t-il dans les années qui viennent ? Tout ce que l'on peut dire à ce stade, c'est qu'il s'agira d'un parti différent, et qui reste à construire. On peut bien sûr imaginer que sa longue tradition de classe continuera d'inspirer les valeurs fondamentales de son modèle d'organisation.

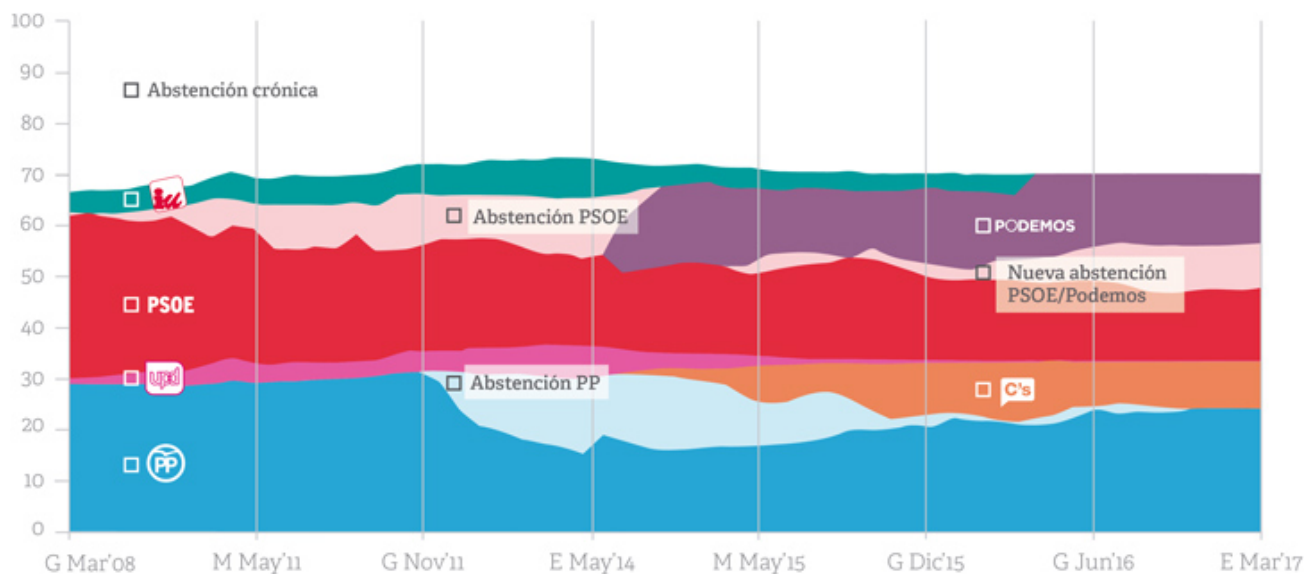
De son côté, Podemos pratique une centralisation d'un genre différent, ce que l'on pourrait appeler un « centralisme numérique ». Ses structures territoriales sont politiquement faibles – ce qui n'empêche nullement les chocs constants entre la direction « nationale » d'une part et, de l'autre, les cadres et directions de chaque communauté autonome, notamment dans les régions où Podemos se présente aux élections en coalition avec d'autres formations politiques (en Catalogne, en Galice, dans la communauté valencienne), là où la direction régionale de Podemos entre en concurrence avec les directions des autres formations, pour un même espace politique.

C'est à partir de l'évolution – notamment technologique – de partis « low cost » comme Podemos, et de la nécessité de réinventer les vieux partis de masses, comme le PSOE, avec leurs différences historiques et les divers profils de leurs adhérents, que naîtront les nouvelles structures d'organisation de la gauche pour les décennies à venir.

Pedro Sánchez : le dur chemin de la présidence

Il reste à voir si le pari de Pedro Sánchez, ou de Pablo Iglesias, qui ont l'un et l'autre gagné dans leurs formations respectives, trouvera un appui majoritaire chez les électeurs de gauche. La bataille pour remporter la présidence du gouvernement se jouera sur le terrain de la gauche, mais avec une marge d'abstentionnistes qu'à elles deux ces formations peuvent chiffrer à près de deux millions et demi de voix. La grande réussite de Pedro Sánchez, c'est d'avoir su placer le PSOE précisément dans la position électorale permettant de lutter efficacement contre ces abstentionnistes, qui sont dans leur majorité d'anciens électeurs du PSOE.

Graphique 4 : Évolution du paysage électoral entre 2004 et 2017 : estimation des votes sur la base des recensements dans les partis, et abstention dans les interstices du centre droit et de la gauche.



Sources : Ministère de l'Intérieur, CIS et nos propres données. Graphique élaboré par nos soins.

Le PSOE a besoin de récupérer entre un million et demi et deux millions de voix pour redevenir la première force électorale du pays. Pour y parvenir, il ne pourra pas compter exclusivement sur l'usure naturelle du pouvoir chez le Parti populaire, ou sur l'effet néfaste de ses multiples affaires de corruption. La relance économique commence à se faire sentir en Espagne, bien qu'elle s'accompagne d'un accroissement considérable des inégalités. Quant à la droite, elle espère bien récolter les fruits de la reprise. En outre, c'est à l'actuel chef du gouvernement de déterminer les conditions de la prochaine échéance électorale : sondages à l'appui, il choisira ce qui lui paraîtra le meilleur moment pour organiser des élections.

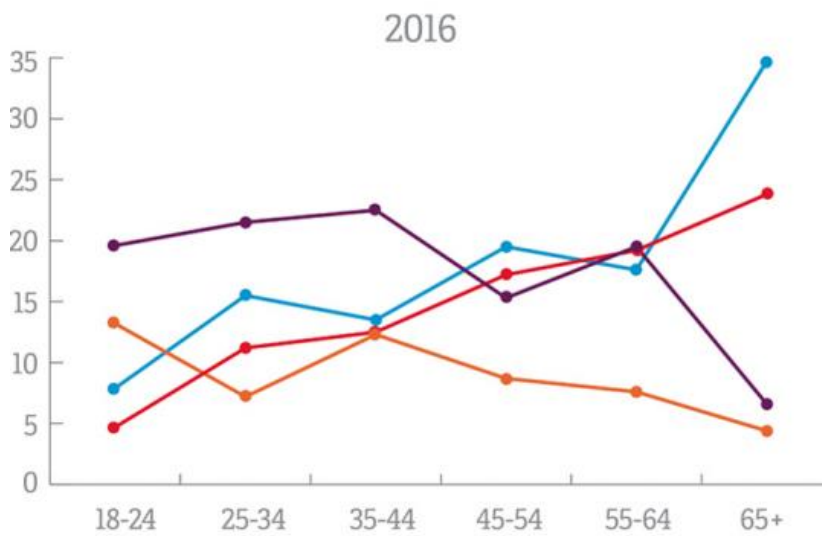
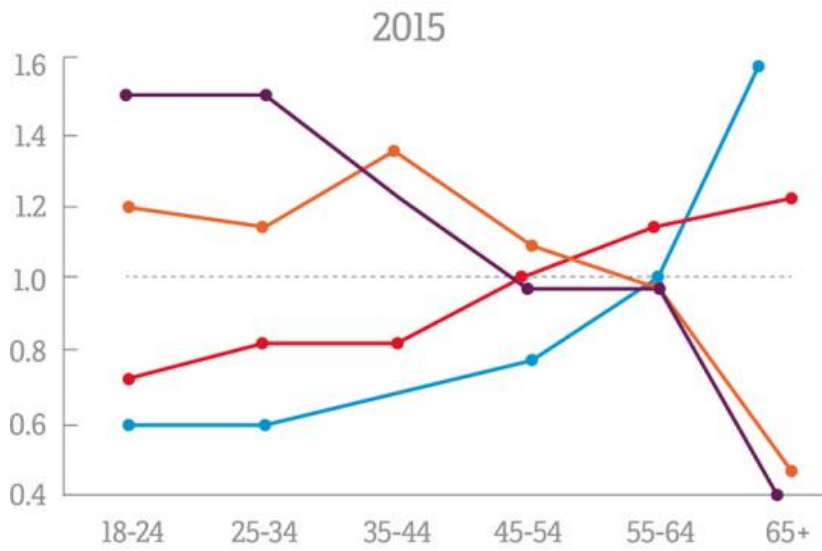
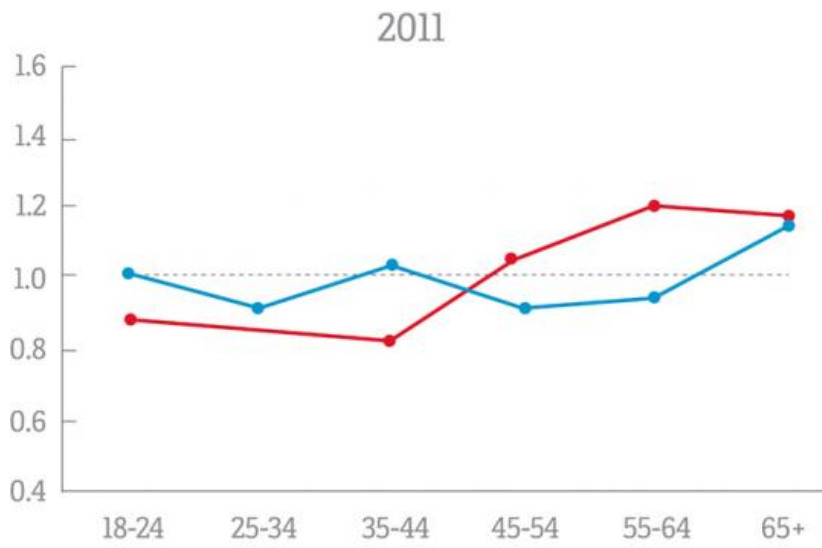
Les socialistes auront donc bien du mal à revenir aux affaires, mais le chemin pour y parvenir n'est pas difficile à identifier, d'un point de vue purement électoral. Les groupes auxquels le PSOE doit prêter une attention particulière sont au nombre de trois.

Tout d'abord, « la gauche » : anciens électeurs issus des nouvelles classes moyennes, urbaines, d'âge moyen, fortement marqués par l'identification idéologique et qui, depuis 2008, avaient cessé de voter PSOE sans pour autant rejoindre Podemos. C'est le plus gros réservoir de voix dans l'abstention : près de deux millions et demi d'électeurs, qui n'iront guère voter ailleurs qu'au PSOE, mais qui ont besoin d'y reconnaître à nouveau un « parti de gauche », autant qu'un parti « de gouvernement » – ce sont là les deux leviers qui ont fait du PSOE la première force de gauche depuis l'avènement de la démocratie. C'est principalement sur ces considérations que Pedro

Sánchez a fondé son pari, lorsqu'il faisait campagne pour le poste de secrétaire général : mettre la barre à gauche toute, pour obtenir tout d'abord le soutien des adhérents socialistes, puis pour remporter une majorité électorale.

Ensuite, le « vote jeune ». Aux élections de 2015, il était bien rare de rencontrer des moins de 24 ans ayant voté pour le PSOE. L'hégémonie de Podemos sur cette classe d'âge est totale et, même si les choses ont quelque peu varié à partir de 2016, le poids de Podemos, et aussi de Ciudadanos, sur les tranches d'âge 18-24 ans et 25-34 ans doit impérativement inciter le PSOE à les reconquérir dans une large mesure.

Graphique 5 : Évolution des suffrages par tranche d'âge, 2011-2016



Source : CIS. Graphique établi par nos soins.

Et enfin, le PSOE doit « reprendre pied en Catalogne ». Depuis l'avènement de la démocratie et jusqu'en 2011, l'allié catalan s'est toujours classé premier en intentions de vote aux élections générales. En 2004 et 2008, le vote socialiste en Catalogne a représenté l'un des principaux soutiens électoraux du président du gouvernement de l'époque, le socialiste José Luis Rodríguez Zapatero. Le PSC (Parti socialiste catalan) ralliait les suffrages de 1,6 million d'électeurs catalans, autrement dit 45% des voix. Quant à la Catalogne, elle représente 15% du corps électoral espagnol. Mais avec l'apparition du « processus souverainiste », en 2012, le PSC, défenseur d'une « troisième voie » face à la revendication indépendantiste portée par la Generalitat, et face à l'immobilisme du gouvernement espagnol, connaît un véritable effondrement électoral, perdant 1,1 million d'électeurs. Aux dernières élections générales, en 2016, le PSC a représenté la troisième force électorale, ne rassemblant qu'à peine 500 000 électeurs, autrement dit 16% des suffrages, derrière Podemos et derrière l'ERC, qui est le parti indépendantiste républicain catalan.

Mais le problème catalan ne se pose pas qu'en termes électoraux. Pedro Sánchez a d'abord proclamé, puis obtenu que le Congrès fédéral ratifie l'engagement pris par le PSOE d'une réforme constitutionnelle permettant la reconnaissance de la Catalogne en tant que nation, et introduisant le terme « plurinationalité ». Cette proposition va clairement dans le sens des positions du PSC, mais à l'encontre de celles de la Fédération andalouse du PSOE, dont la secrétaire générale, Susana Díaz, a quitté le Congrès. Au moment d'écrire ces lignes, l'Espagne est confrontée au plus grand défi institutionnel et social de l'histoire de cette jeune démocratie. Un référendum s'est donc tenu sans les conditions légales nécessaires, le 1^{er} octobre dernier. La Catalogne marche d'un pas incertain vers une indépendance impossible qui polarise davantage les positions des deux partis de gauche dans un environnement non seulement d'incertitude mais aussi de déstabilisation institutionnelle sans précédent. Alors que Podemos maintient sa coalition en Catalogne avec les indépendantistes, avec une critique féroce du gouvernement du PP et une certaine complaisance avec les actions illégales du gouvernement de la Generalitat, le PSOE soutient sans enthousiasme le gouvernement comme garant de la légalité, exigeant un usage proportionnel de la force et de la protection des droits des citoyens catalans, indépendantistes ou non. La tension devient insupportable à mesure que les événements se déroulent.

Le sort de l'actuelle législature se joue, nous l'avons dit dans nos précédents articles, sur le terrain catalan. Le sort de Mariano Rajoy et de Pedro Sánchez aussi. Le soutien qu'obtiendra le PSC en Catalogne après le processus souverainiste incertain conditionne l'éventualité d'un soutien électoral renouvelé et durable aux socialistes espagnols en général. À la faveur de ces élections, on

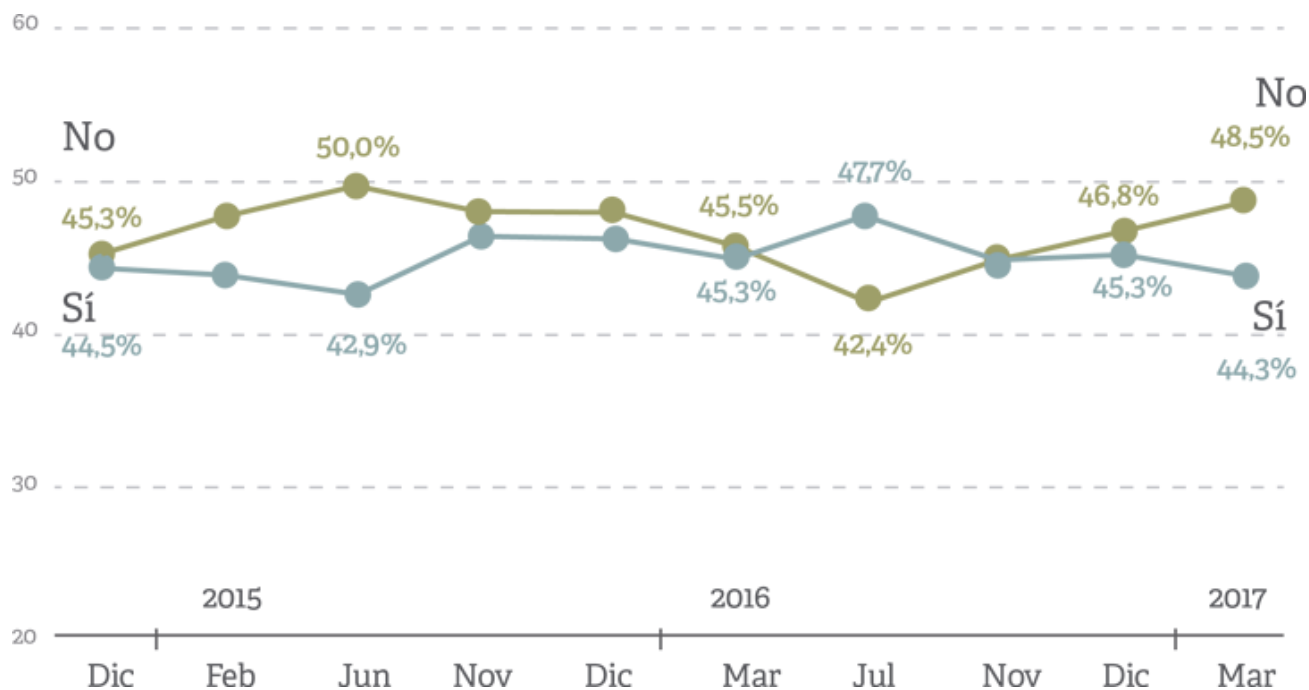
pourra commencer à entrevoir la limite de la croissance de Podemos, qui est pour l'instant la première force électorale aux élections générales catalanes.

La fin de « l'exceptionnalité » dans la politique espagnole: les pactes de gouvernement

Toute la stratégie du PP et plus particulièrement celle de son président, Mariano Rajoy, a toujours reposé sur un pilier essentiel, celui de la gestion de l'exceptionnalité. Exceptionnalité de la crise économique, qui exigeait des ajustements « dont les socialistes sont incapables » ; exceptionnalité de la crise politique, faisant du PP un « parti-refuge » face à la chute spectaculaire de la popularité socialiste et à l'éventualité de voir s'imposer, à la tête de la gauche, une formation populiste comme Podemos ; et exceptionnalité, enfin, de l'offensive souverainiste en Catalogne, face à laquelle seul le PP était capable de faire sentir une « main de fer ».

Oui, certes, la crise économique a été surmontée, mais l'Espagne est aujourd'hui un pays profondément différent, plus pauvre et plus inégalitaire. Trois millions de personnes sont sorties de la classe moyenne, une nouvelle catégorie d'exclus a fait son apparition, celle des travailleurs pauvres ; on compte davantage de familles et d'enfants en situation d'extrême pauvreté, sans compter que, victimes principales des coupes opérées dans les dépenses publiques, leurs conditions de vie ont empiré. Quant à l'exceptionnalité politique, elle a installé en Espagne un paysage nouveau, où les partis font vivre une plus grande pluralité, mais où la société plus fragmentée et surtout polarisée est moins incitée à privilégier le dialogue, l'accord entre les tendances politiques. Quant à la gestion de l'exceptionnalité catalane, elle a frôlé la catastrophe et, d'ailleurs, qui sait si l'on pourra encore l'éviter ? L'attitude du PP, qui consiste à nier l'existence d'un problème en Catalogne, son insistance à attribuer les revendications souverainistes à un simple caprice politique, au lieu de tenter de contenir la base électorale des indépendantistes, n'ont fait qu'empirer les choses. Le PP, ces dernières années, a fonctionné comme une machine à générer l'indépendantisme. En juillet 2016, en plein affrontement entre le gouvernement et la Generalitat, 47% de la population catalane était en faveur de l'indépendance, et 42% était contre, selon un sondage officiel du gouvernement catalan. Aujourd'hui, le soutien à l'indépendance redevient légèrement minoritaire, mais la demande d'une solution politique qui, en outre, passe par un référendum accepté rallierait les suffrages de plus de 80% de la population catalane. La gestion de la crise déclenchée par la convocation illégale du référendum déterminera l'avenir de la gauche et de l'Espagne.

Graphique 6. Degré de soutien à l'indépendance catalane : souhaitez-vous que la Catalogne soit un État indépendant ?



Source : Centre d'Estudis d'opinió de la Generalitat Catalana. Graphique élaboré par nos soins.

Il faut espérer qu'avec la reprise économique, les gens craignant moins de perdre leur emploi, une majorité de la population commence à revendiquer de meilleures conditions sociales avec une force croissante : c'est un état de choses qui, du point de vue électoral, a toujours profité à la social-démocratie. Il faut également espérer que « la peur de Podemos », si adroitement maniée par le PP pour fidéliser l'électeur, laisse la place à une confiance renouvelée envers un parti dont l'histoire est longue et pleine de réussites, comme le Parti socialiste. Mais la bataille finale se jouera sur le terrain catalan. Les indépendantistes ayant tout misé sur l'affrontement, les Catalans comme les Espagnols devront choisir entre une exceptionnalité encore renforcée, et donc l'intransigeance du PP, ou une sortie de crise négociée, qui inclut la réforme des institutions dans toute l'Espagne, en commençant par l'actualisation de la Constitution, comme le propose le PSOE.

C'est la situation que reflète la très récente enquête du CIS (Centre espagnol de recherches en sociologie). Elle montre comment, trois mois à peine après la tenue des primaires socialistes, le PSOE a récupéré près de 700 000 voix par rapport aux résultats des précédentes élections générales ; il n'est plus qu'à 3,9 points du Parti populaire, lequel, de son côté, perd un peu plus d'un million de voix. Ce sondage indique un important revirement de l'opinion en faveur de la gauche, qui dépasserait le centre-droit de plus de 600 000 voix. Mais, même dans ces conditions, la complexité

du système électoral espagnol (52 provinces, avec, pour beaucoup d'entre elles, notamment dans les zones rurales et moyennes, un effet de majorité ; et un effet de proportionnalité surtout à Madrid et en Catalogne) exigerait que le PSOE et Podemos s'accordent pour gouverner à gauche. L'Espagne a cessé d'être une terre de majorité. La cartographie des partis montre quatre grands partis nationaux, et une forte influence des partis régionalistes et nationalistes : dans ces conditions, il est impossible de constituer un gouvernement, que ce soit à droite ou à gauche, sans passer des accords, de plus en plus contraignants. Íñigo Erregón (nous avons dit tout à l'heure qu'il ne faudrait pas l'oublier) voit les choses très clairement : « Il n'y aura des gouvernements progressistes que si nous nous entendons avec le PSOE ».

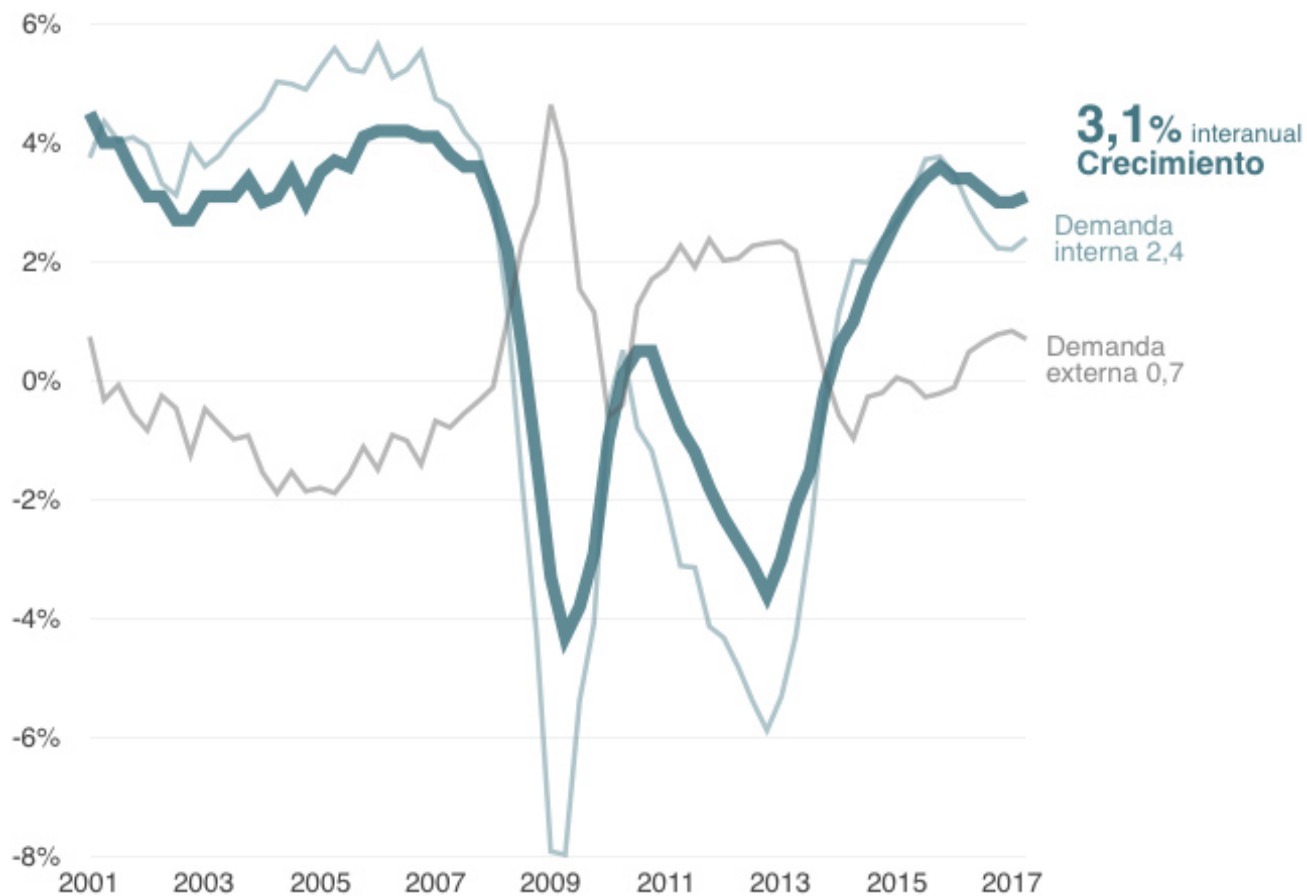
Annexe 1: recommandations bibliographiques (en espagnol)

1. *Vetos, pinzas y errores : porque no fué posible un gobierno del cambio ?* (Vetos, blocages, erreurs : pourquoi un gouvernement du changement n'a-t-il pas été possible ?), Deusto Ediciones, 2017, par Jordi Sevilla, ancien ministre de l'Administration publique de José Luis Rodríguez Zapatero, et membre de la commission de négociation entre Pedro Sánchez et Ciudadanos.
2. *Los idus de octubre*, (Les Ides d'octobre), Ediciones Catarata, 2017, par Josep Borrell, ancien ministre des Travaux publics de Felipe González et candidat en 2000 aux premières primaires socialistes.
3. *Al Fondo a la Izquierda* (Au fond à gauche), Planeta, 2017, par Jesús Maraña, journaliste politique, ancien directeur des quotidiens numériques *Público* et *Infolibre*.

Annexe 2: graphiques complémentaires

La crise économique mesurée en croissance du PIB

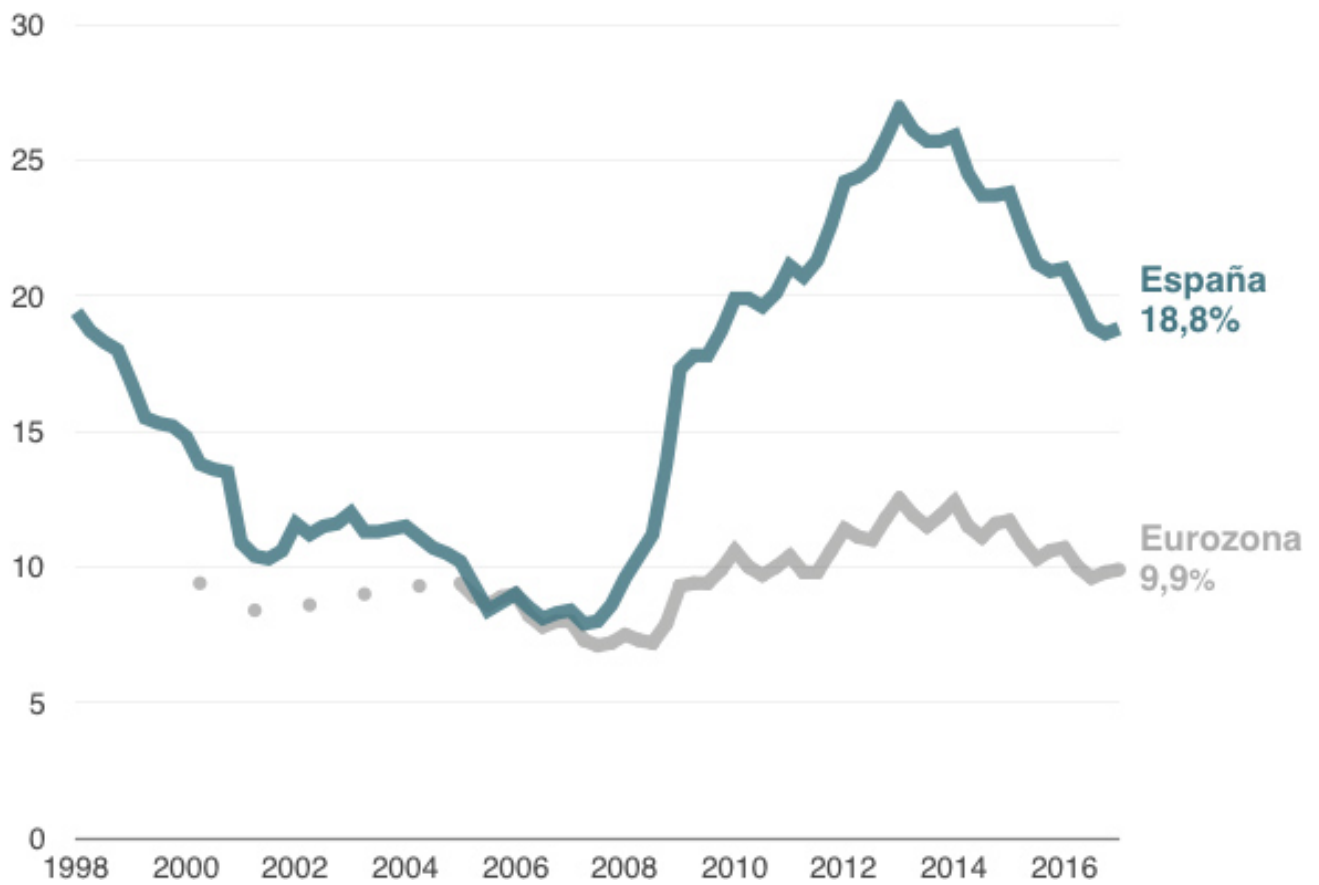
Graphique 7 : croissance du PIB



Source : INE. Gráfico elaborado por nos soins.

La crise économique mesurée selon l'augmentation du taux de chômage

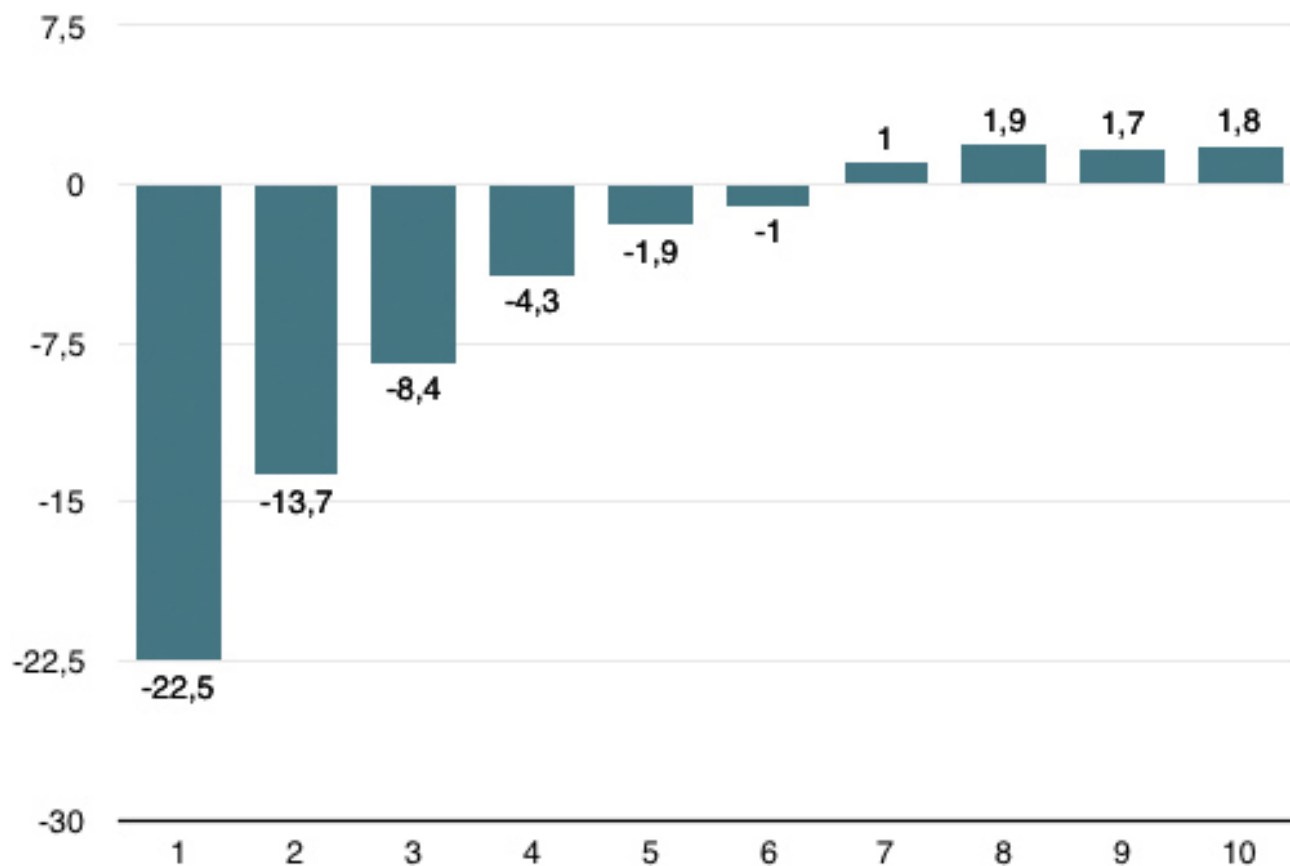
Gráfico 8 : Taux de chômage



Source : Eurostat. Graphique élaboré par nos soins.

La crise économique mesurée selon la disparité des salaires

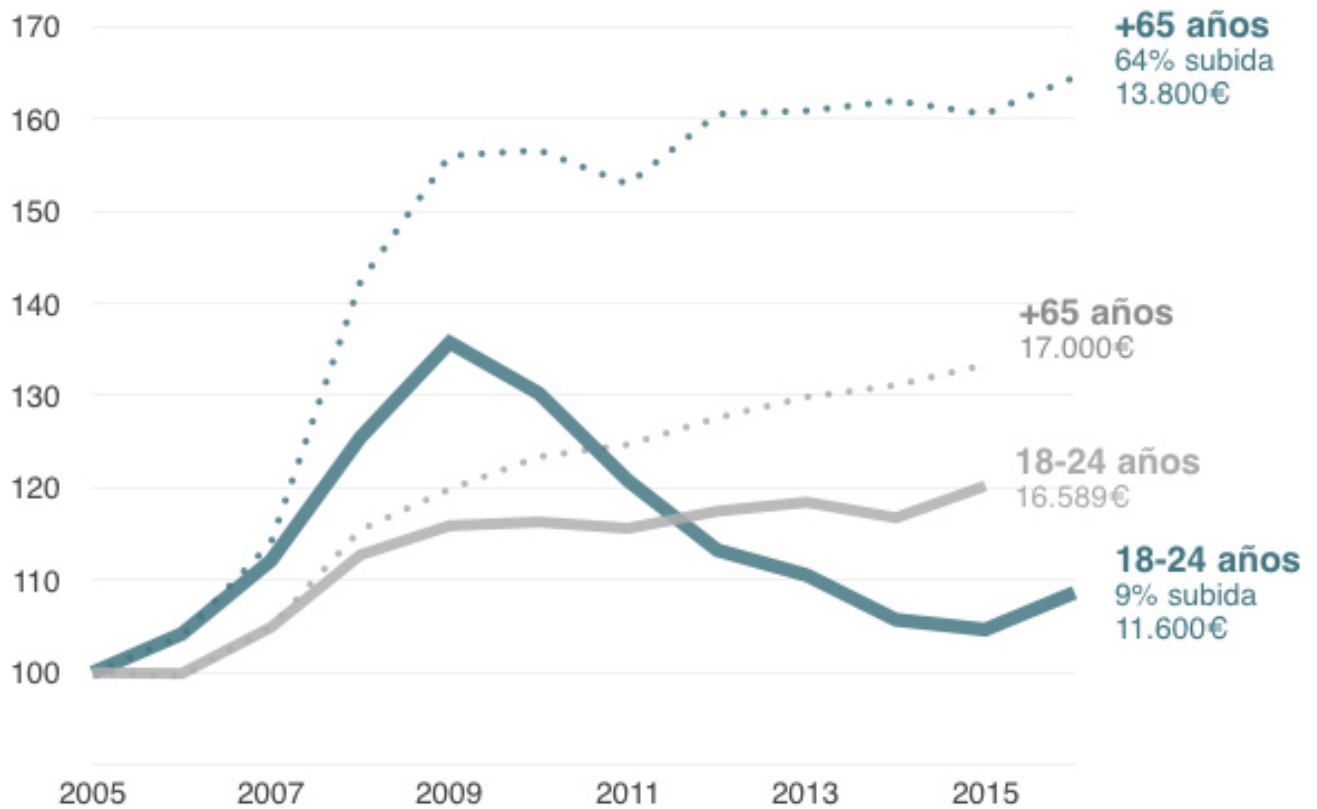
Graphique 9 : Salaires réels (variation des salaires corrigés du taux de déflation par l'indice des prix à la consommation (IPC) de 2008 à 2015



Source : INE. Graphique élaboré par nos soins.

La crise économique mesurée selon les variations de revenus par groupe d'âge

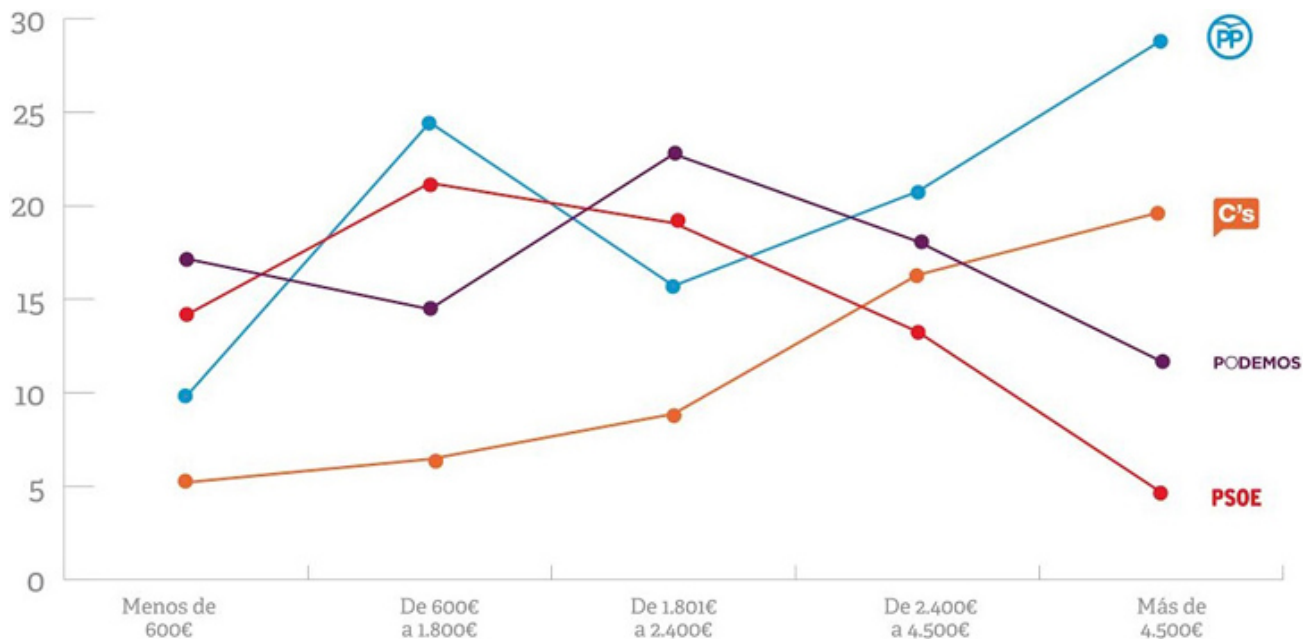
Graphique 10 : Revenu moyen des jeunes et des seniors



Source : Eurostat. Graphique élaboré par nos soins.

Soutien aux grands partis mesuré en termes de niveau de revenu

Graphique 11 : Nombre de votants en fonction du revenu de chaque foyer



Source : CIS. Graphique élaboré par nos soins.

Annexe 3 : profil des soutiens au PSOE et à Podemos (2015-2016)

<p>2015-2016</p>	<p>Multipartisme Fragmentation des électorats du PP et du PSOE. Apparition de Ciudadanos et de Podemos. IU (Izquierda unida, Gauche unie) : aucun poids, absorbée par Podemos. Le centre-droit et le centre-gauche se divisent en fonction de fractures idéologiques, générationnelles, sociales. Crise chronique au PSOE. Cette redistribution des forces est récente, mais néanmoins stable. Depuis la fin de 2015, c'est à peine si l'on constate une infime variation dans le soutien aux divers partis.</p>	
	<p>PSOE</p>	<p>Podemos</p>
<p>Sexe</p>	<p>Majoritairement féminin (53%)</p>	<p>Plutôt masculin (52%)</p>
<p>Âge</p>	<p>Plus de 45 ans</p>	<p>Moins de 45 ans</p>

<p>2015-2016</p>	<p>Multipartisme Fragmentation des électorats du PP et du PSOE. Apparition de Ciudadanos et de Podemos. IU (Izquierda unida, Gauche unie) : aucun poids, absorbée par Podemos. Le centre-droit et le centre-gauche se divisent en fonction de fractures idéologiques, générationnelles, sociales. Crise chronique au PSOE. Cette redistribution des forces est récente, mais néanmoins stable. Depuis la fin de 2015, c'est à peine si l'on constate une infime variation dans le soutien aux divers partis.</p>	
<p>Statut social</p>	<p>Classe ouvrière (actifs) Retraités Revenu par habitant : bas Secteurs ayant besoin de l'État providence</p>	<p>Nouvelles classes moyennes urbaines C'est l'électorat des perdants de la crise, la génération bloquée (moins de 35 ans, sans accès au marché du travail), et aussi des perdants tout court (les plus de 45 ans qui ont tout perdu avec la crise - emploi, revenu, stabilité du travail, etc.) Niveau d'instruction élevé, reflet du haut niveau d'études des jeunes.</p>
<p>Habitat</p>	<p>Villes moyennes (Vigo). Conserve son implantation dans certains points précis des régions métropolitaines.</p>	<p>Grandes villes, zones métropolitaines.</p>

<p>2015-2016</p>	<p>Multipartisme Fragmentation des électorats du PP et du PSOE. Apparition de Ciudadanos et de Podemos. IU (Izquierda unida, Gauche unie) : aucun poids, absorbée par Podemos. Le centre-droit et le centre-gauche se divisent en fonction de fractures idéologiques, générationnelles, sociales. Crise chronique au PSOE. Cette redistribution des forces est récente, mais néanmoins stable. Depuis la fin de 2015, c'est à peine si l'on constate une infime variation dans le soutien aux divers partis.</p>	
<p>Territoire</p>	<p>Andalousie, Castille-La Manche, Asturies, Aragon. Très affaibli en Catalogne, à Murcie, Valence. Présence faible en Galice et en Castille et León.</p>	<p>Provinces où se trouvent les grandes villes (Madrid, Catalogne (En Común), Valence (Compromís), Galice (En Marea), Aragon.</p>
<p>Religion</p>	<p>Catholiques non pratiquants</p>	<p>Agnostiques et apparentés</p>
<p>Observations</p>	<p>Sur le plan idéologique, les électeurs ne se définissent que comme socialistes ou sociaux-démocrates.</p>	<p>Idéologiquement hétérogène : libertaires, féministes, écologistes, socialistes, communistes, etc. Forte composante de nationalisme à la marge.</p>

Source : données officielles PSOE et Podemos. Graphique élaboré par nos soins.

Annexe 4 : brève chronologie

9 mars 2008 – Élections générales. Le PSOE l’emporte, avec 11,5 millions de voix.

12 mai 2010 – Sous la pression de la Commission européenne, Zapatero annonce des coupes sévères dans les retraites et les comptes publics.

15 mai 2011 – Émergence du mouvement du 15-M.

22 mai 2011 – Élections municipales, et régionales. Le PP l’emporte, avec une majorité absolue dans la plupart des Communautés autonomes et des mairies.

20 novembre 2011 – Élections générales. Majorité absolue au PP, avec 10,8 millions de voix.

25 mai 2014 – Élections européennes ; grosses pertes pour le PP et le PSOE. Apparition de Podemos, avec cinq députés.

14 juillet 2014 – Pedro Sánchez l’emporte aux primaires du PSOE.

26 juillet 2014 – Congrès extraordinaire du PSOE.

13 septembre 2014 – Pedro Sánchez annonce qu’il se présentera aux primaires qui désigneront le candidat à la présidence du gouvernement.

18 octobre 2014 – Assemblée fondatrice de Podemos au Palais de Vistalegre (Madrid).

22 mars 2015 – Élections régionales en Andalousie. Victoire de Susana Díaz.

24 mai 2015 – Élections municipales et régionales. Le PP y perd sa majorité absolue, ainsi que les grandes mairies et communautés autonomes. Les candidats d’Unité populaire (Podemos) emportent les grandes villes (Madrid, Barcelone, Valence). Les socialistes sont à la tête de la plupart des Communautés autonomes, avec le soutien externe de Podemos.

20 décembre 2015 – Élections générales : quatre partis nationaux. Les partis régionaux-nationalistes jouent un rôle important.

23 février 2016 – Accord d’investiture entre le PSOE et Ciudadanos.

1^{er}-2 mars 2016 – Pedro Sánchez échoue à obtenir l'investiture au Congrès des députés.

26 juin 2016 – Nouvelles élections générales. La coalition Podemos-IU y perd plus d'un million de voix, le PSOE cent mille. Seul le PP tire son épingle du jeu.

19 août 2016 – Accord d'investiture entre le PP et Ciudadanos.

30 août-2 septembre 2016 – Échec à la première session d'investiture au Parlement pour Rajoy.

25 septembre 2016 – Élections régionales au Pays basque (Euskadi) et en Galice. Victoires respectives du PNV (Parti national basque) et du PP. Chute du PSOE et *sorpasso* de Podemos.

1^{er} octobre 2016 – Comité fédéral du PSOE, mise en scène de la crise, et démission du secrétaire général socialiste, Pedro Sánchez.

26-29 octobre 2016 – Deuxième débat d'investiture. Mariano Rajoy en sort investi, avec le soutien du PP et de Ciudadanos, ainsi que l'abstention de 68 députés socialistes. Quinze autres voteront contre.

11-12 février 2017 – Deuxième Assemblée citoyenne de Podemos à Vistalegre (Vistalegre II). Pablo Iglesias l'emporte sur la candidature d'Íñigo Errejón.

21 mai 2017. Primaires au PSOE. Pedro Sánchez est élu secrétaire général, avec 50% des voix.

16-18 juin 2017 – Tenue du 39^{ème} Congrès du PSOE. Sánchez lance à l'intention de Podemos et de Ciudadanos un appel à en finir avec cette « période noire » du PP et présente le PSOE comme « la gauche de gouvernement ».

Article traduit de l'espagnol au français par Béatrice Dunner.